



ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

COMMISSION DE L'ÉNERGIE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU

PROJET DE COMPTE-RENDU

de la réunion tenue à Zagreb, Croatie
le 6 octobre 2014

1. Ouverture de la réunion, adoption de l'ordre du jour et du compte-rendu de la réunion tenue à Barcelone le 12 juin 2014, allocution de bienvenue de M. Josip LEKO, Président du Parlement croate

Après les propos d'introduction du Président et de M. Ante BABIĆ, membre de la délégation croate auprès de l'AP-UpM, et l'adoption de l'ordre du jour et du compte-rendu de la réunion que la Commission a tenue à Barcelone le 12 juin 2014, M. Josip LEKO, Président du Parlement croate, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné que la Croatie a été très active au sein de l'UpM, une enceinte que le pays considère comme un forum très important pour renforcer la coopération.

La Commission a observé une minute de silence à la mémoire des personnes décédées en Méditerranée le 3 octobre 2013, date à laquelle 268 réfugiés et migrants érythréens se sont noyés au large de l'île de Lampedusa.

2. Allocution de M. Hrvoje DOKOZA, Vice-ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, sur la politique de l'environnement en Croatie

La politique de l'environnement va bien au-delà de la préservation des espèces animales et végétales rares a souligné M. Hrvoje DOKOZA, Vice-ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature du gouvernement croate. Cette politique devrait plutôt englober tous les aspects de notre vie, de l'économie, des emplois, de l'éducation, de la culture et du tourisme jusqu'à l'agriculture. Les politiques de protection de l'environnement jouent un rôle important et créent des opportunités - l'innovation et les technologies vertes peuvent être des moteurs pour les investissements et l'emploi. La politique de l'environnement de la Croatie a quatre priorités principales : la gestion des déchets, la protection de la nature, l'économie circulaire et verte et la protection de la qualité de l'air ainsi que la mise en œuvre de mesures susceptibles d'atténuer les effets du changement climatique. M. Dokoza a constaté dans son discours que des progrès énormes ont été réalisés l'année dernière par la mise en place d'un système de gestion intégrée et fonctionnelle des déchets.

Les délégations de Jordanie, d'Italie, d'Israël, de Palestine et de Turquie ont pris la parole dans la discussion qui a suivi.

3. Architecture et possibilités pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

M. Martin TREBERSPURG, architecte et professeur pour les constructions durables à l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie à Vienne, a présenté le projet

“Solar City Linz-Pichling” en Autriche comme un prototype du développement urbain durable futur. Construite le long de lignes concentriques radiales, cette cité offre maintenant des logements pour 5 000 personnes. D'autre part, il a défini une maison passive comme un bâtiment dans lequel le confort thermique est réalisé exclusivement par post-chauffage ou post-refroidissement du volume d'air frais nécessaire pour réaliser les conditions d'aération d'une qualité suffisante à l'intérieur de la maison. Ensuite il a présenté plusieurs projets qui ont été réalisés dans des villes autrichiennes et même dans des zones de haute montagne.

M. Dieter MOOR, Ertex Solar, a présenté les possibilités et les moyens d'intégrer des installations photovoltaïques dans les constructions et bâtiments existants et nouveaux.

Les délégations de Jordanie, du Luxembourg, d'Italie, d'Algérie, de Croatie et d'Israël ont pris la parole dans la discussion qui a suivi.

4. Défis pour le tourisme en Méditerranée

Mr. Zoran KLARIĆ, professeur associé à l'Institut du tourisme à Zagreb, a analysé la question du développement durable dans le tourisme, un secteur qui met en valeur les ressources de la nature et le patrimoine culturel pour accroître le nombre de visiteurs et les bénéfiques, mais qui les préserve aussi pour les générations futures. Pour cette raison, il faut déterminer le nombre maximum de personnes admises comme visiteurs dans une destination touristique sans qu'elles ne causent la destruction de l'environnement physique, économique et socio-culturel et sans que les visiteurs ne soient moins satisfaits de la qualité qui leur est offerte, a-t-il ajouté. Dans ce contexte, des études d'évaluation des capacités ont été menées sur plusieurs sites de la Méditerranée comme Rimini, Crikvenica, Malte, Larnaca, Marsa Matruh et Beyrouth. L'intervenant a cependant déploré que les autorités nationales et locales ainsi que les entrepreneurs en général ne manifestaient pas beaucoup d'intérêt pour les évaluations des capacités parce qu'elles considèrent ces études non pas comme des outils, mais plutôt comme des obstacles au développement du tourisme.

Les délégations de Jordanie, d'Israël et de Palestine ont pris la parole dans la discussion qui a suivi. M. SANDUQA, Vice-président de la Commission, a donné un aperçu sur le nombre de victimes et les dommages causés récemment par Israël dans la bande de Gaza. Le Président a proposé que la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'AP-UpM se penche également sur le thème du tourisme.

5. Éco-villes – état des lieux

Mme Rima TARABAY, initiatrice, coordinatrice et présidente du projet des Éco-villes, a commencé sa présentation en rappelant l'historique du réseau des Éco-villes depuis son lancement le 11 décembre 2012 et elle a décrit les conditions à remplir par les villes qui souhaitent s'y joindre. Ensuite elle a parlé des activités entreprises récemment à Naqurah/Liban, Cassis/France, Piran/Slovénie et Amsa/Maroc, dont l'installation de panneaux solaires, la distribution de sacs papier et la réduction des déchets.

M. Ivo RADICA, maire de Vis et Mme Tonka IVČEVIĆ, maire de Komiža ont présenté les deux villes situées sur l'île croate de Vis et souhaitant se joindre au réseau des Éco-villes. Il y aura encore des entretiens sur la façon de procéder, mais sur le principe, le Président a déclaré que les Éco-villes se féliciteraient d'accueillir Vis et Komiža comme nouveaux membres du réseau. Le Président visitera les deux villes en compagnie de Mme Tarabay en vue de finaliser leur adhésion.

M. Ammar MAKHLOUFI, Vice-président de la Commission, a pris la parole dans la discussion qui a suivi.

6. Décision sur les partenariats futurs avec la Commission

M. Laurent SOURBES, Vice-président de MedPAN, a décrit la mission du réseau : promouvoir par des démarches en partenariat le développement durable et le fonctionnement d'un réseau des aires marines protégées en Méditerranée qui sont écologiquement représentatives, connectées et gérées de manière efficace, en vue de ralentir l'extinction actuelle de biodiversité marine. Créé en 1990, MedPAN compte maintenant 58 membres et 32 partenaires et fonctionne avec un secrétariat permanent basé à Marseille.

D'après M. Michael SCOULLOS, chef d'équipe d'Horizon 2020 Renforcement des capacités/ Programme méditerranéen pour l'environnement, les déchets municipaux, les eaux usées des villes et les émissions des industries sont responsables de près de 80% de la pollution en mer Méditerranée. L'initiative d'Horizon 2020 de l'UpM couvre la période de 2007 à 2020 et prévoit des investissements dans la réduction et la prévention de la pollution, le renforcement des capacités, l'examen critique et la veille aussi bien que des travaux de recherche. La conférence ministérielle de l'UpM qui a eu lieu le 13 avril 2014 à Athènes a approuvé la deuxième phase de l'initiative, en élargissant notamment son champ d'application et en accroissant les synergies avec la Convention de Barcelone.

Mme Agni KALDMA, équipe de base Let's Do It! à la méditerranéenne (LDIM), a fait un rapport sur les développements récents relatifs à la campagne et à ses principaux objectifs à l'horizon 2018 : mobiliser au moins 1 million de personnes pour participer aux actions de nettoyage ; réduire l'afflux des débris marins dans la Méditerranée de 10% d'ici 2018 ; organiser des concours techniques à grande échelle pour trouver des nouvelles technologies permettant de nettoyer le milieu marin des débris (y compris les microplastiques) ; initier des changements législatifs dans la gestion des déchets au niveau de l'UE et collecter des données scientifiques en vue d'identifier et d'éliminer les 10 plus grands polluants autour de la Méditerranée d'ici l'an 2018. Le premier événement de nettoyage qui a eu lieu les 10 et 11 mai 2014 a mobilisé 67 309 volontaires dans 16 pays de la Méditerranée selon Mme Kaldma. La prochaine journée de nettoyage LDIM est prévue pour le 25 avril 2015.

Les délégations de Croatie et de Palestine ont pris la parole dans la discussion.

Le Président a conclu en déclarant qu'il informera le Bureau et l'AP-UpM que les ONG MedPAN, Horizon 2020 et LDIM seront considérées comme partenaires de la Commission comme c'est déjà le cas pour le projet des Éco-villes, et que ces organisations seront invitées aux réunions futures.

7. Questions diverses

Le lendemain de la réunion, la Commission a visité des modèles de bonnes pratiques concernant l'énergie propre et l'efficacité énergétique dans la ville de Ludbreg.

La **prochaine réunion** de la Commission de l'énergie, de l'environnement et de l'eau aura lieu à Lisbonne dans le cadre de la session annuelle de l'AP-UpM.
